[1992]

ADRESSE AUX CITOYENS

Dans quelques jours aura lieu le référendum sur le traité de Maastricht. Il marquera l'histoire de notre pays.

Nous nous adressons à vous qui voulez vous déterminer au terme d'une réflexion personnelle, à vous qui refusez les propagandes officielles.

La République, c'est d'abord respecter l'intelligence du citoyen et non essayer de l'entraîner en l'effrayant ou en préférant les paillettes de la notoriété aux arguments réfléchis.

Nous disons d'abord NON à cette manipulation qui est mépris du citoyen, réduction du débat démocratique à une mise en scène ou à une mascarade.

Nous sommes fidèles à Jaurès qui écrivait : "Ce qu'il y a de plus grand dans le monde, c'est la liberté souveraine de l'esprit".

Et si nous disons NON au traité de Maastricht c'est parce que, en raison, nous le pensons incapable de répondre aux défis de l'époque nouvelle qui commence. **C'est un traité qui écrit l'avenir avec l'encre et les pensées du passé.** En effet :

• **Maastricht peut-il relever le défi du chômage et de la pauvreté ? Les faits sont là qui répondent.** Trois millions de chômeurs en France, un investissement industriel en baisse : tel est le résultat de la politique monétariste appliquée ici et dont Maastricht fait, avec la monnaie unique et la banque centrale indépendante, son dogme central. Il y a déjà en Europe 15 millions de chômeurs et 53 millions de pauvres. Combien demain ? Et quelles tensions sociales ?

• **Maastricht peut-il relever le défi de la paix ? Les faits sont déjà là qui répondent.** On se massacre au coeur de l'Europe. L'Europe de l'Est et la Russie sont lourdes de conflits. Mais le traité de Maastricht - tourné vers le passé - ne dit pas un mot de cette Europe-là, dont le destin influence le nôtre. Il ne dit rien du défi posé par la misère du Sud. 40 000 enfants meurent de faim chaque jour mais l'Europe de Maastricht organise la mise en friche de 15% de ses terres - les plus fertiles du monde - et ose parler en même temps de mission humanitaire. Scandale et inconscience. On ruine les paysans ici et on laisse mourir là-bas. Cela peut-il durer ? Est-ce ainsi qu'on construit un monde de paix ?

• **Maastricht peut-il relever le défi de la construction européenne ? Les faits sont là déjà qui répondent.** Les critères retenus par le traité pour être admis dans l'Europe de la monnaie unique sont tels que ni le Portugal, ni la Grèce, ni l'Irlande, ni l'Italie et sans doute pas l'Espagne, ne pourront participer à cette Europe-là. Maastricht réduit l'Europe au lieu de la renforcer. Pire, sous les effets du développement inégal que la politique libérale produit, des régions entières sont marginalisées. Et des Etats sont affaiblis, divisés, le Nord de l'Italie veut se séparer du Sud. Et l'on ose parler des rapports Nord-Sud !

• **Maastricht peut-il relever le défi de la démocratie ? Les faits sont là déjà qui répondent.** La construction européenne s'opère loin du contrôle des citoyens. La Commission - non élue - à des pouvoirs exorbitants. Les parlements nationaux sont placés devant le fait accompli. 80% de la législation économique et sociale émane de Bruxelles. Le traité de Maastricht aggrave cette situation. La Banque centrale, coeur du

système sera indépendante des gouvernements, donc des électeurs, dirigée par des "gouverneurs", nommés pour huit ans. La politique budgétaire, donc la politique sociale (santé, éducation, retraite, prévention sociale, etc.) sera entre leurs mains. Régression : en 1936, Léon Blum avait nationalisé la Banque de France, qu'il faudra - c'est le traité de Maastricht - dénationaliser.

Les citoyens seront ainsi privés du contrôle sur les décisions. La Nation, lieu du débat démocratique, la République, expression de la souveraineté populaire seront vidées de leur réalité.

• **Maastricht peut-il relever le défi posé à la France ? Les faits sont déjà là qui répondent.** La société française est en crise : il faudrait renouveler l'école, repenser les institutions, résoudre les problèmes de l'insécurité, trouver des solutions aux problèmes posés par la protection sociale. Et enfin relancer l'activité et l'emploi. Empêcher que ne s'approfondissent les fractures sociales. Mais comment le faire si Maastricht nous prive de toute autonomie budgétaire ? Si le citoyen ne peut imposer ses choix, puisqu'il n'y aurait qu'une seule politique possible ? Où est passé la souveraineté du peuple ?

Ce renoncement, cette impuissance à formuler un projet pour la France ont déjà fait naître un parti xénophobe qui ne pourrait que se renforcer.

Pour lutter contre le nationalisme et le racisme, il faut défendre la nation républicaine et non en préparer l'effacement.

Parce que nous sommes des Républicains rigoureux, des hommes de gauche fidèles à leurs valeurs, des citoyens qui se veulent lucides, des Français soucieux de l'avenir de leur pays et désireux de le voir participer à la construction d'une Europe ouverte, démocratique, respectant la souveraineté des peuples, nous disons donc NON au traité de Maastricht qui ne répond à aucune des questions que posent les temps nouveaux, qui organise une Europe-moignon, une Europe-donjon, une Europe oligarchique. Une Europe du passé.

Nous refusons cette Europe-là, et nous appelons les citoyens qui partagent ces analyses à le manifester en se joignant à nous.

Non à Maastricht, Oui à la France, Oui à l'Europe.

Belfort, le 29 août 1992.

❑ **Je soutiens l'Adresse aux Citoyens**

❑ **Je souhaite être informé(e) des activités du Mouvement des citoyens**

Nom .... Prénom ....

Adresse ....

Code postal ....Ville ....

Tél. ....

A découper et renvoyer au :

MOUVEMENT DES CITOYENS

52, rue de Bourgogne - 75007 PARIS - (1) 45 55 88 46